

## Service Interne de Prévention et de Protection au Travail et Conseiller en Prévention

### 1. Contexte législatif

La Directive européenne 89/391/CEE du Conseil du 12 juin 1989 a été transposée en droit belge par la Loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et son Arrêté Royal du 27 mars 1998 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au Travail.

L'art. 3 de la Loi définit le **bien-être au travail** comme l'ensemble des facteurs concernant les conditions dans lesquelles le travail est effectué.

L'art. 4 définit les champs d'actions du bien-être au travail :

- 1° la sécurité du travail;
- 2° la protection de la santé du travailleur au travail;
- 3° la charge psychosociale occasionnée par le travail, dont, notamment, la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail;
- 4° l'ergonomie;
- 5° l'hygiène du travail;
- 6° l'embellissement des lieux de travail;
- 7° les mesures prises par l'entreprise en matière d'environnement, pour ce qui concerne leur influence sur les points 1° à 6°.

### 2. Service Interne de Prévention et de Protection au Travail

L'art. 33 de la Loi du 4 août 1996 fixe l'obligation de chaque employeur à créer un Service Interne de Prévention et de Protection au Travail (SIPP). De plus, chaque employeur doit disposer d'au moins un Conseiller en Prévention (CP).

Toutefois, l'employeur peut déléguer une partie ou la totalité des missions de Service de prévention à un organisme agréée externe, le Service Externe de Prévention et de Protection au Travail (SEPP).

L'AR<sup>1</sup> du 27 mars 1998 précise les rôles du SIPP.

- Art. 4. Le service interne assiste l'employeur, les membres de la ligne hiérarchique et les travailleurs pour l'application des dispositions légales et réglementaires relatives au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et de toutes les autres mesures et activités de prévention.
- Art. 5. Le service interne a pour mission d'assister l'employeur, les membres de la ligne hiérarchique et les travailleurs dans l'élaboration, la programmation, la mise en oeuvre et l'évaluation de la politique déterminée par le système dynamique de gestion des risques.

La surveillance médicale est assurée par un département distinct du SIPP ou par un SEPP. Ses missions sont :

- 1° examiner l'interaction entre l'homme et le travail et contribuer dès lors à une meilleure adéquation entre l'homme et sa tâche, d'une part, et à l'adaptation du travail à l'homme, d'autre part;

---

<sup>1</sup> AR du 27/3/98 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au Travail

2° assurer la surveillance de la santé des travailleurs notamment afin :

- a) d'éviter l'occupation de travailleurs à des tâches dont ils seraient incapables, en raison de leur état de santé, de supporter normalement les risques ainsi que l'admission au travail de personnes atteintes d'affections graves qui soient transmissibles, ou qui représentent un danger pour la sécurité des autres travailleurs;
- b) de promouvoir les possibilités d'emploi pour tout un chacun, notamment en proposant des méthodes de travail adaptées, des aménagements du poste de travail et la recherche d'un travail adapté, et ce également pour les travailleurs dont l'aptitude au travail est limitée;
- c) de dépister aussi précocement que possible les maladies professionnelles et les affections liées au travail, de renseigner et <conseiller> les travailleurs sur les affections ou déficiences dont ils seraient éventuellement atteints, de collaborer à la recherche et l'étude des facteurs de risque des maladies professionnelles et des affections liées à l'exécution du travail;

3° surveiller l'organisation des premiers secours et soins d'urgence aux travailleurs victimes d'accident ou d'indisposition.

### 3. Conseiller en Prévention

L'art.7 de l'AR<sup>2</sup> du 27 mars 1998 donne une liste non exhaustive des tâches du conseiller en prévention.

1° dans le cadre de l'analyse permanente des risques, de la rédaction et de l'adaptation du plan global de prévention et du plan annuel d'action :

- a) exécuter des visites fréquentes et systématiques des lieux de travail, soit d'initiative, soit à la demande de l'employeur, soit, et ce dans les délais les plus courts, à la demande des travailleurs ou de leurs représentants;
- b) examiner, soit d'initiative, soit à la demande de l'employeur ou des travailleurs concernés, les postes de travail chaque fois que les travailleurs qui les occupent sont exposés à une augmentation de risques ou à de nouveaux risques;
- c) effectuer au moins une fois l'an une enquête approfondie des lieux de travail et des postes de travail;
- d) procéder à une enquête à l'occasion des accidents du travail et des incidents qui sont survenus sur les lieux de travail;
- e) effectuer les enquêtes, les études et les recherches utiles, nécessaires et pertinentes pour l'amélioration du bien-être des travailleurs;
- f) procéder ou faire procéder à des analyses ou à des contrôles dans les conditions prévues par la loi et ses arrêtés d'exécution;
- g) prendre connaissance des procédés de fabrication, des méthodes de travail et des procédés de travail, les examiner sur place et proposer des mesures pour réduire les risques qui en découlent;
- h) tenir à jour la documentation nécessaire;
- i) prendre eux-mêmes, en cas de situation d'urgence et d'impossibilité de recourir à la direction, les mesures nécessaires pour remédier aux causes de danger ou de nuisances.

<sup>2</sup> AR du 27/3/98 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au Travail

- 2° Dans le cadre de la gestion et du fonctionnement du service :
  - a) établir les rapports d'activité mensuels;
  - b) établir le rapport d'activité annuel;
  - c) établir les fiches d'accidents du travail;
- 3° Etablir les documents, les compléter et les viser lors du choix, de l'achat, de l'utilisation et de l'entretien des équipements de travail et des équipements de protection individuelle.
- 4° Conserver les notifications qui, en application de la loi et de ses arrêtés d'exécution, doivent être adressées à l'autorité.
- 5° Exécuter, dans le cadre des travaux du secrétariat du Comité, les tâches qui sont fixées dans la réglementation qui détermine le fonctionnement du Comité.

#### 4. Système dynamique de gestion des risques (SDGR)

Art. 5. de l'AR<sup>3</sup> du 27 mars 1998 fixe les missions du service interne (SIPP) dans le cadre du système dynamique de gestion des risques (SDGR) :

- 1° en relation avec l'analyse des risques :
  - a) participer à l'identification des dangers;
  - b) donner un avis sur les résultats de l'analyse des risques qui découlent de la définition et de la détermination des risques et proposer des mesures afin de disposer d'une analyse des risques permanente;
  - c) la rédaction, la mise en oeuvre et l'adaptation du plan global de prévention et du plan annuel d'action;
- 2° participer à l'étude des facteurs qui ont une influence sur la survenue des accidents ou des incidents et à l'étude des causes déterminantes de tout accident ayant entraîné une incapacité de travail.
- 3° participer à l'analyse des causes de maladies professionnelles;
- 4° contribuer et collaborer à l'étude de la charge de travail, à l'adaptation des techniques et des conditions de travail à la physiologie de l'homme ainsi qu'à la <prévention> de la fatigue professionnelle, physique et mentale et participer à l'analyse des causes d'affections liées à la charge de travail et aux autres facteurs psycho-sociaux liés au travail;
- 5° donner un avis sur l'organisation des lieux de travail, des postes de travail, les facteurs d'ambiance et les agents physiques, chimiques, cancérogènes et biologiques, les équipements de travail et l'équipement individuel.
- 6° rendre un avis sur l'hygiène des lieux de travail, notamment des cuisines, des cantines, des vestiaires, des installations sanitaires, les sièges de travail et de repos et les autres équipements sociaux particuliers à l'entreprise destinés aux travailleurs;
- 7° rendre un avis sur la rédaction des instructions concernant:
  - a) l'utilisation des équipements de travail;
  - b) la mise en oeuvre des substances et préparations chimiques et cancérogènes et des agents biologiques;
  - c) l'utilisation des équipements de protection individuelle et collective;
  - d) la prévention incendie;
  - e) les procédures à suivre en cas de danger grave et immédiat;
- 8° rendre un avis sur la formation des travailleurs :
  - a) lors de leur engagement;

<sup>3</sup> AR du 27/3/98 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au Travail

- b) lors d'une mutation ou d'un changement de fonction;
  - c) lors de l'introduction d'un nouvel équipement de travail ou d'un changement d'équipement de travail;
  - d) lors de l'introduction d'une nouvelle technologie.
- 9° faire des propositions pour l'accueil, l'information, la formation et la sensibilisation des travailleurs concernant les mesures relatives au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail en application dans l'entreprise ou institution et collaborer aux mesures et à l'élaboration des moyens de propagande qui sont déterminés à cet égard par le Comité;
  - 10° fournir à l'employeur et au Comité un avis sur tout projet, mesure ou moyen dont l'employeur envisage l'application et qui directement ou indirectement, dans l'immédiat ou à terme, peuvent avoir des conséquences pour le bien-être des travailleurs;
  - 11° participer à la coordination, la collaboration et l'information en matière de bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail, pour ce qui concerne les entreprises extérieures et les indépendants, et participer à la coordination, la collaboration et l'information en matière de sécurité et de santé pour ce qui concerne les entreprises et les institutions qui sont présents sur un même lieu de travail ou pour ce qui concerne les chantiers temporaires ou mobiles;
  - 12° être à la disposition de l'employeur, des membres de la ligne hiérarchique et des travailleurs pour toutes questions soulevées concernant l'application de la loi et des arrêtés d'exécution et, le cas échéant, soumettre celles-ci à l'avis du service externe;
  - 13° participer à l'élaboration des procédures d'urgence interne et à l'application des mesures à prendre en cas de situation de danger grave et immédiat;
  - 14° participer à l'organisation des premiers secours et des soins d'urgence aux travailleurs victimes d'accident ou d'indisposition;
  - 15° assurer le secrétariat du comité;
  - 16° exécuter toutes les autres missions qui sont imposées par la loi et ses arrêtés d'exécution.